

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/15e-Sommet-Ibero-americaain-contre-le-blocus-de-Cuba>

15e Sommet Ibéro-américain contre le blocus de Cuba

- Empire et Résistance - Union Européenne - Espagne -

Date de mise en ligne : dimanche 16 octobre 2005

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Deux résolutions visant les États-Unis ont clôturé le 15e Sommet Ibéro-américain, auquel participaient à Salamanque, en Espagne, 19 États hispanophones et lusophones.

[Radio Canada](#)

Salamanca, le samedi 15 octobre 2005

[Leer en español](#)

La première demande au gouvernement des États Unis de « se conformer aux 13 résolutions successives approuvées par l'Assemblée générale des Nations unies, et de mettre un terme au blocus économique, commercial et financier qu'ils maintiennent contre Cuba » depuis 1962.

La seconde résolution apporte son soutien aux tentatives pour juger un homme d'origine cubaine, Luis Posada Carriles, détenu aux États-Unis. Le militant anti-castriste, dont le nom n'est pas explicitement cité dans le texte, est réclamé par le Venezuela pour un attentat contre un avion cubain ayant fait 76 morts en 1976.

Les deux résolutions ont reçu le soutien de l'Espagne, du Chili et du Venezuela.

La diplomatie américaine a mal réagi à l'emploi du terme « blocus » au lieu d'« embargo ». Le premier ministre espagnol, le socialiste José Luis Rodríguez Zapatero, a souligné pour sa part que le terme « blocus » avait déjà été utilisé par l'ONU. Les étasuniens ont dit craindre que la demande de lever l'embargo contre Cuba soit interprétée comme un signe d'appui à la dictature castriste.

« Que les chiens aboient, comme disait Don Quichotte, nous continuerons à cheval », a commenté le président vénézuélien Hugo Chavez, connu pour son opposition à Washington et pour sa proximité avec La Havane.

Par ailleurs, les chefs d'État et de gouvernement ibéro-américains ont condamné le terrorisme, exhortant les pays à coopérer entre eux et à ne pas offrir un refuge aux terroristes.

La grande absence de Castro

Encore cette année, le président cubain Fidel Castro figure parmi les grands absents. Jeudi soir, le leader cubain a annoncé qu'il demeurerait à Cuba pour superviser l'aide de son pays aux victimes de la tempête Stan et du séisme au Pakistan.

Toutefois, la véritable raison pourrait être tout autre. Un groupe a déposé une plainte contre M. Castro en Espagne. La Fondation pour les droits de la personne à Cuba l'accuse de génocide, de crimes contre l'humanité, de torture et de terrorisme.

L'organisme réclamait son arrestation dès son arrivée en Espagne, ou encore l'émission d'un mandat d'arrêt international contre lui s'il ne participait pas à l'événement.

Des juristes affirment que la requête de la fondation a peu de chances de donner des résultats. Selon eux, la justice espagnole peut se prononcer sur des crimes contre l'humanité, même s'ils ont été commis à l'étranger et quelle que

soit la nationalité de l'accusé, mais pas lorsqu'il s'agit d'un chef d'État en exercice